

Autour de services urbains, l'émergence de dispositifs gestionnaires composites : confrontations d'expériences abidjanaises, dakaroises et durbanites

Responsable scientifique : Sylvie Bredeloup - Institut de recherche pour le développement (IRD), Laboratoire population - environnement - développement (LPED), Université de Marseille
Contact : sylvie.bredeloup@newsup.univ-mrs.fr

Mettant en perspective des situations métropolitaines contrastées, les recherches conduites à la fois à Abidjan, à Dakar et à Durban visaient à apporter un éclairage sur les nouveaux arbitrages publics et privés à l'œuvre dans la gestion des services urbains. Nous avons essayé de comprendre comment la régulation des services publics marchands s'opère à travers le jeu des interventions des opérateurs publics, privés,

des usagers et des organisations citoyennes, selon des contextes sociologiques, économiques et politiques différents. Entendue au sens large, la régulation qualifie les mécanismes juridiques, économiques et politiques auxquels recourent les pouvoirs publics locaux pour stabiliser les antagonismes. Les formes et les modalités de partenariat public-privé mises en œuvre ont été analysées dans le cadre de la construction ou de la gestion :

- d'infrastructures de transport (gares routières) et de compagnie de transport ;
 - d'infrastructures primaires (réseaux d'eau potable et d'assainissement) ;
 - d'infrastructures commerciales (marchés).
- Nous avons essayé de répondre à trois séries d'interrogation :
- Y a-t-il ou non émergence d'une classe d'opérateurs privés nationaux ?
 - Quelles formes prennent les nouvelles relations entre l'Etat et les collec-

tivités territoriales depuis la décentralisation ? Collaboration, gestion partagée ou conflits de compétences ?

- Comment la régulation se structure-t-elle et évolue-t-elle dans un contexte de multiplication des initiatives privées et de nouveaux arbitrages publics ? ■

LIBAN - MAROC - ALGÉRIE - MAURITANIE

L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales

Responsable scientifique : Françoise Navez-Bouchanine - Centre national de recherche scientifique (CNRS), Université de Tours
Contact : fnb@club-internet.fr

Cette recherche tente de surmonter le réductionnisme auquel conduisent des analyses de projets et politiques urbaines centrées sur les seuls acteurs institutionnels et déniaient tout rôle actif aux habitants et acteurs locaux. La recherche, menée dans quatre pays contrastés en termes d'urbanisation et de politiques publiques, mais tous caractérisés par leur style de gouvernement « autoritaire », est située dans le contexte d'internationalisation des grands enjeux urbains et des processus de reconquête foncière et/ou de mise à la norme des centres urbains qui en découlent. Elle analyse les interactions entre politiques institutionnelles et dynami-



Quartier de recasement Kheir : constructions en cours et baraques «à vendre» Tanger (Maroc)

Françoise Navez-Bouchanine

Sommaire

1. Editorial
2. Programme de recherche urbaine pour le développement : genèse, objectifs, apports scientifiques
4. Sommaire détaillé
5. Stratégies d'acteurs et logiques d'action
10. Configurations spatiales et sociales urbaines
16. Politiques urbaines et relations public/privé
21. Dispositifs de gestion des villes
26. Publications
27. Forum
28. Nouvelles de la coopération



Ambiance rue Ma May, une des rues du quartier commerçant dit des 36 rues de Hanoi - Emmanuel Cerise

Programme de recherche urbaine pour le développement

Gouverner les villes du Sud ?

Ce numéro spécial de *Villes en développement* est consacré au Programme de recherche urbaine pour le développement (PRUD) et accompagne le colloque de restitution et de valorisation des travaux de recherche menés depuis trois ans dans ce cadre. Le programme marque une évolution notable aussi bien dans la nature de la production scientifique que dans ses usages. En effet, les trente équipes de recherches ont contribué à enrichir la connaissance des villes du Sud et de leurs acteurs après une trop longue absence d'investigation scientifique. Ces recherches ont élaboré des problématiques spécifiques à leurs territoires, et dans une optique pluridisciplinaire, mené une analyse extrêmement fine des jeux d'acteurs, donnant à l'urbanité la complexité qui la caractérise en ce début de XXI^{ème} siècle. Les espaces urbains sont le fruit de jeux politiques locaux, qu'ils soient privés et publics, formels et informels, qui ne peuvent se comprendre qu'avec la prise en compte des forces « du dehors », de cette « modernité mondialisante » selon une expression chère à Georges Balandier.

Ces territoires sont bien les réalités d'aujourd'hui et de demain qu'il va falloir gouverner ; faire face aux multiples enjeux nés des reconfigurations des espaces de peuplement ainsi que de la croissance des villes. Ici des pôles

d'attractivités économiques se créent, là des corridors de développement sont initiés. Dans d'autres régions, des territoires sont en guerre et nécessitent des actions spécifiques sur la ville. Mais un double mouvement semble traverser toutes les expériences étudiées dans ce programme PRUD : un processus inéluctable plus ou moins avancé selon les pays de redéfinition du rôle de l'Etat par la décentralisation, et une aspiration à davantage de participation aux décisions politiques d'une société civile dont la complexité est largement démontrée dans ces travaux de recherche.

Dès lors, ce colloque ne pourrait-il pas être un moment de contribution à la réhabilitation des politiques publiques afin de gouverner les villes ? Ne pourrait-il pas être un moment au cours duquel le monde de la recherche et celui de la décision politique tissent des liens pérennes afin que les décalages entre analyses, diagnostics et décisions politiques s'amenuisent ? Ces questions s'imposent afin d'aborder les défis majeurs en ce début de XXI^{ème} siècle. ■

Xavier Crépin,
Délégué général de l'Isted
Jean-Jacques Gabas,
Maître de conférences Université
Paris XI/Orsay et IEP Paris,
Président d'honneur du GEMDEV